

Face à Trump et à Netanyahu, urgence d'un Etat de Palestine !

Lors de la conférence de presse tenue avec Netanyahu, Donald Trump a non seulement réaffirmé sa volonté criminelle d'expulser plus d'1 800 000 Palestinien•nes de Gaza mais encore il a annoncé que les Etats-Unis avaient le projet de prendre le contrôle direct de Gaza et de transformer cette partie de la terre palestinienne en « une nouvelle Côte d'Azur ».

Cela reviendrait à créer un « Gaza resort » sur les ruines de la bande de Gaza. De tels projets criminels bafouent les principes élémentaires du droit international et vont totalement à l'encontre de la nécessaire solution politique au conflit. Au lieu de faire pression sur le

gouvernement suprémaciste et raciste au pouvoir en Israël pour qu'il applique les mesures prévues par le cessez-le-feu, Trump cherche à sauver la mise de Netanyahu. Cela ne peut, pour les décennies à venir, qu'aviver les ressentiments et les haines, interdisant à cette région du monde de trouver un jour la paix.

Le PCF exige du président de la République et du gouvernement français une condamnation sans appel de tels propos et de tels projets.

Alors que l'armée israélienne et les colons poursuivent la mise à feu et à sang de la Cisjordanie, notamment ces derniers jours dans le camp de réfugiés de Jenine, et que l'incertitude règne sur une éventuelle seconde phase du cessez-le-feu, le mouvement national palestinien, qui lutte pour une solution politique au conflit, fait face à un risque mortel.

Les forces de gauche, toutes les forces attachées aux valeurs fondamentales de notre République, se doivent de condamner avec force la menace pour la paix que représente la nouvelle administration américaine. Elles doivent être résolument aux côtés de l'OLP, représentante légitime du peuple palestinien, reconnue comme telle par la communauté internationale depuis les accords d'Oslo, et aux côtés des forces de paix en Israël.

La seule solution est celle de deux États, avec un État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur les frontières de 1967 incluant Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, avec Jérusalem-Est pour capitale. Elle est portée par le droit international, l'ONU, l'OLP ainsi que par le parti communiste israélien et le parti populaire palestinien, avec lesquels le PCF réaffirme sa pleine solidarité.

La France doit enfin sortir de sa passivité devant l'intolérable, et porter avec force, devant le Conseil de sécurité dont elle est l'un des membres permanents, et devant l'Assemblée générale des

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2494 – Jeudi 13 février 2025



Nations unies, la voix de la paix et de la justice.

Le Parti communiste français, quant à lui, entend dans les prochains jours intensifier la grande campagne qu'il a décidé d'organiser en partenariat avec l'Organisation de libération de la Palestine. ■

- La question d'un règlement politique de la question palestinienne est plus que jamais sur la table, alors même que le mouvement national palestinien est menacé par trois dangers : La poursuite de la politique criminelle de Netanyahu et de l'épuration éthique, sans aucune réaction internationale. Il y a déjà plus de 70 morts en Cisjordanie pour le seul mois de janvier 2025. Dernièrement à Jenine où l'UNRWA dénonce une « catastrophe » dans le camp de réfugiés suite à l'intervention de l'armée israélienne avec bulldozers, drones et véhicules blindés. L'UNRWA est désormais persona non grata en Israël et à Jérusalem Est (annexée illégalement). C'est une politique qui vise à rendre impossible la création d'un État palestinien. Cela montre que Netanyahu et les forces qui le soutiennent, après avoir été plus ou moins contraints à accepter le cessez-le-feu, n'ont rien renoncé à leur projet suprémaciste et raciste.
- L'hypothèse d'un « deal » encouragé par les Américains avec un certain nombre de puissances régionales se concluant par un État palestinien croupion. Il faut de ce point de vue prêter attention au projet de sommet annoncé en décembre par la France et l'Arabie saoudite qui devrait se tenir en juin. De même, les projets égyptiens de confier la bande de Gaza à un condominium de partis palestiniens hors OLP reviennent à poursuivre la division inter-palestinienne entre Gaza et la Cisjordanie et à affaiblir l'OLP, représentante de la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Cela va à l'encontre d'une des grandes victoires de Yasser Arafat, c'est-à-dire l'autodétermination de la lutte du peuple palestinien et son indépendance envers les intérêts des gouvernements arabes de la région.
- L'influence de l'islam politique. Le Hamas, qui est historiquement l'émanation des Frères Musulmans et qui fut encouragé par Netanyahu pour mieux écraser et diviser le mouvement national palestinien, est affaibli, mais la mise en scène des libérations d'otages montre qu'il conserve ses ambitions. Rappelons ici deux éléments théoriques et historiques qu'il est nécessaire de garder en tête en tant que communistes. ■

Des Chambres d'agriculture démocratiques au service de l'intérêt général

Alors que les résultats des élections professionnelles sont définitivement connus dans tous les départements, le tandem FNSEA-JA arrive en tête de ces élections. Toutefois, ces dernières se caractérisent par une percée historique de la Coordination rurale qui s'impose dans plus d'une dizaine de départements. La Confédération paysanne ravit quant à elle la Chambre de l'Ardèche et le MODEF celle de Guadeloupe. Concernant les collèges de salariés, la CFDT semble s'imposer dans bon nombre de départements.

Le Parti communiste français prend acte de ces résultats et salue toutes les organisations représentées dans les chambres avec lesquelles nous poursuivrons le dialogue pour défendre les filières agricoles, tous les salariés et échanger sur la manière de tendre vers une agriculture rémunératrice, solidaire et agroécologique. Le PCF adresse ses félicitations les plus fraternelles aux organisations professionnelles engagées pour une ambitieuse transformation sociale et environnementale, en premier lieu le MODEF et la Confédération paysanne pour les chefs d'exploitation, ainsi que la FNAF-CGT pour les collèges de salariés.

Créées en 1924, les Chambres d'agriculture constituent un haut lieu de la représentation professionnelle des 2,2 millions de travailleurs de l'agriculture et de la forêt. Le PCF souhaite profiter de ces élections pour exposer sa vision de la représentation professionnelle des travailleurs de l'agriculture et de la forêt, en défendant les mesures suivantes.

1- Rendre le scrutin plus démocratique

Les communistes demandent la fin du scrutin majoritaire proportionnel au profit de la proportionnelle intégrale aux élections Chambre d'agriculture.

Ils soutiennent également la syndicalisation du plus grand nombre de travailleurs de la terre et de la forêt, qu'ils soient indépendants ou salariés.

Dans l'objectif d'accroître le taux de participation, le vote doit être vu comme un acte solennel, d'où la défense du vote physique, avec des bureaux tenus dans les lieux de travail (locaux des Chambres d'agriculture, bureaux de la Mutualité sociale agricole, agences du réseau bancaire et assurantiel mutualiste etc.) ouverts aux électeurs de tous collèges et, pour les plus éloignés, le droit de se rendre au bureau de vote sur le temps de travail. Ce vote physique revêt une importance encore plus grande pour les salariés agricoles qui peuvent déménager fréquemment ou accéder difficilement au matériel électoral parfois confisqué par leur employeur.

2- Renforcer la représentation des salariés agricoles

Une vaste campagne de sensibilisation devrait être lancée pour convaincre les salariés agricoles de l'intérêt de ce scrutin où se joue la représentativité

des organisations syndicales. De même, la salarisation croissante de l'agriculture invite à augmenter le nombre de places accordées aux collèges des salariés de l'agriculture et des groupements professionnels agricoles. Il en va de la représentativité des travailleurs de la terre.

Le PCF défend également une formation accessible, exigeante et financée pour tous les élus aux Chambres d'agriculture, qu'il s'agisse d'exploitants comme de salariés.

3- Sortir de la marchandisation du conseil agricole

Le Parti communiste français est très attaché à la mission de service public confiée aux Chambres d'agriculture. En ce sens, la marchandisation croissante du conseil agricole doit être combattue. Cela demande de pérenniser les moyens alloués au fonctionnement des Chambres, ce qui passerait par le relèvement de la taxe sur le foncier non bâti pour les plus gros propriétaires fonciers et la hausse des contributions versées par des entreprises d'agrofourmiture, d'agroalimentaire et de la grande distribution.

Ces moyens supplémentaires financeraient la gratuité bon nombre de services devenus payants, en premier lieu les déclarations réglementaires telles que la télédéclaration PAC ou le plan de fumure. Quant aux prestations qui continueraient d'être payantes, la mise en place d'une tarification sociale serait particulièrement bienvenue.

4- Mettre les Chambres d'agriculture au service de l'agroécologie et de la gestion forestière durable

Les Chambres d'agriculture devraient être davantage imbriquées aux réseaux engagés en faveur de pratiques plus durables (groupements d'agriculture biologique, CIVAM, groupements forestiers citoyens etc.). Par-là, les communistes souhaitent renforcer le conseil et la formation sur l'agroécologie et la gestion forestière durable, mais aussi sur l'adaptation au dérèglement climatique et la promotion de la vente directe et de filières locales.

Le PCF soutient également une plus grande implication des collectivités territoriales dans les réflexions et travaux des Chambres d'agriculture, à l'image de la défense d'un abattoir local ou du maintien de services vétérinaires de proximité. Les Chambres d'agriculture pourraient également jouer un rôle important dans les conférences permanentes territoriales que les communistes appellent de leurs vœux pour répartir équitablement et démocratiquement la valeur ajoutée agroalimentaire.

A travers ces propositions, le Parti communiste français fait de la représentation professionnelle démocratique des travailleurs de la terre et de la forêt la pierre angulaire d'une transformation sociale et environnementale de l'agriculture et de la gestion forestière. Les Chambres d'agriculture doivent y prendre toute leur part.■

Le Mouvement paysan des Landes prend acte et donne rendez-vous

Dans un communiqué de presse, le Mouvement paysan (Modéf et Confédération paysanne des Landes) remercie tous les électeurs et explique leur positionnement suite aux élections professionnelles de la Chambre d'agriculture.

« Les résultats des élections professionnelles placent la liste du Mouvement paysan des Landes en 3e position avec 25,5 % des voix dans le collège 1. Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous ont soutenu durant cette campagne et ont porté leur voix sur notre liste. Grâce à eux, nos syndicats conservent leur représentativité dans notre département.

Après avoir exprimé une colère légitime tout au long de l'année écoulée, les agricultrices et agriculteurs landais ont donc choisi majoritairement la voie de la continuité pour les uns, celle de l'inaction et de la victimisation pour les autres. Malheureusement, nous pouvons déjà prédire que les mêmes postures produiront les mêmes effets.

De notre côté, nous continuerons, comme nous l'avons fait ces six dernières années, à œuvrer pour défendre notre profession et améliorer au quotidien la situation des agricultrices et agriculteurs des Landes.

Par la création de filières, par le soutien technique à la transition et à la diversification, par l'accompagnement à l'installation, par le dialogue permanent avec les services de l'État, par notre présence dans les commissions foncières et les instances représentatives.

Ce travail de longue haleine au service de notre profession n'a pas été récompensé lors de ce scrutin. Nous vivons une époque où le tapage et la violence rapportent plus que le dialogue et l'action concrète. Cela doit nous interroger en tant que citoyens et interroger aussi nos dirigeants qui, à force de mépris, ont légitimé ces rapports dans notre société.

Par leur union sous la bannière commune du Mouvement paysan des Landes, les syndicats du Modéf et de la Confédération paysanne ont voulu insuffler une nouvelle dynamique au syndicalisme agricole landais. Notre résultat, dans le contexte que nous connaissons, prouve que cette stratégie d'union était pertinente.

Le travail engagé ne s'arrête pas au soir de ces élections, bien au contraire. Tout au long de cette campagne, nous avons rencontré des agricultrices et agriculteurs conscient-es des enjeux de notre profession et de l'impasse productiviste où nous conduit la majorité FNSEA-JA depuis des décennies ; conscient-es aussi que l'on ne sortira pas de cette impasse par le repli sur soi et l'outrance que propose la CR. Mais bien par le travail, la solidarité et la responsabilité, ces valeurs que nos syndicats ont toujours portées.

Viendra le moment où la nécessité d'une agriculture paysanne, solidaire, locale et durable, s'imposera à tous. Ce jour-là, nous serons encore présent-es pour défendre les intérêts de notre profession. ■

Sommet sur l'IA : Placer l'IA au service de l'humanité nécessite d'autres choix !

Le sommet organisé les 10 et 11 février par Emmanuel Macron sur l'intelligence artificielle (IA) s'inscrit davantage dans une logique de communication pour séduire les investisseurs privés qu'il ne permettra à la France et à l'Europe de construire une stratégie visant le développement d'une IA éthique au service de l'humanité.

Les 109 milliards d'euros annoncés se concrétiseront-ils et, surtout, profiteront-ils à l'économie française et européenne ?

On peut en douter. La moitié de l'argent annoncé reposant sur deux fonds, MGX à base émirati et Brookfield à base canadienne, qui investiront uniquement dans la création de data centers, avant tout dans une logique financière au service du capital et non industrielle.

La mobilisation de telles sommes montrent que l'argent existe pour financer des projets mais la France ne doit pas laisser la main au capital financier pour piloter ces projets !

Alors que notre pays vit un véritable effondrement industriel menaçant des centaines de milliers d'emplois, l'heure est à sortir des logiques financières pour élaborer, en matière d'IA comme dans tout domaine, de véritables projets industriels portant sur l'ensemble de la chaîne de valeur pour garantir notre souveraineté assortis d'engagements précis sur l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement. Que vaut en effet l'ambition de souveraineté au regard des coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur et la recherche dans le budget 2025 ou encore la suppression des avantages fiscaux liés à l'embauche de doctorant-es ?

Cette souveraineté est d'autant plus importante qu'elle doit nous permettre de développer notre propre modèle d'IA pour sortir d'une utilisation capitaliste qui exacerbe l'exploitation par une intensification du travail comme on le constate dans la logistique, les logiques guerrières comme l'a montré son utilisation récente par l'armée israélienne ou encore les dégâts environnementaux par la concentration des moyens sur des modèles très consommateurs d'énergie et d'eau. Que valent les promesses d'une éthique au regard des dérives actuelles et du discours du président de la République affirmant que l'encadrement réglementaire freine l'innovation ?

La France doit au contraire se donner les moyens de construire son propre modèle d'intelligence artificielle fondé sur la coopération, l'intérêt général et les biens communs et de planifier son développement. Les récents modèles d'IA open source, issus de collaborations internationales, montrent une voie possible : celle d'un numérique démocratique, au service de toutes et tous.

Cela implique :

- **Un débat national sur ses usages souhaitables et ses dangers et l'élaboration d'un cadre contraignant pour éviter ses dérives.**
- **Une IA décentralisée et démocratisée, économe en ressources, respectueuse des droits fondamentaux, au service du progrès social et démocratique.**

Des dépenses pour la recherche publique et les services publics, l'emploi et la formation, notamment en mobilisant la création monétaire, pour faire de l'IA un levier d'émancipation.

Comme en témoigne l'utilisation de l'IA dans la santé, elle peut représenter un immense atout !

Plaçons l'IA au service de l'Humanité pour relever les défis sanitaires, sociaux et environnementaux. ■

Le billet de Gérard Streiff

Capitularde

Alors que Donald Trump enclenche sa guerre commerciale tout azimut, Christine Lagarde, l'ex-ministre de Sarkozy et actuelle présidente de la Banque centrale européenne, n'a rien trouvé de mieux que de proposer aux pays européens d'acheter davantage américain, notamment du gaz naturel liquéfié (GNL) et du matériel de défense, histoire d'amadouer le peroxyde de la Maison-Blanche. Étrange conception de la souveraineté européenne et française. Les méchantes langues rappelleront que Lagarde a commencé sa carrière au sein du cabinet d'avocats d'affaires américain McKenzie dont elle présida longtemps le comité exécutif. ■

A VOS AGENDAS...

- Projection du film « Le congrès de Tours » le vendredi 28 février à 18 h 30, au siège de la Fédération des Landes du PCF, 7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan.

Projection suivie d'un débat avec un historien.



Mardi Gras 4 mars 2025, traditionnelle croupionnade de la section d'Amou à 19 h 30, Hall des Sports de Castelnau-Chalosse

Menu : tourrin, omelette aux lardons, croupions de canard sur le grill, salade, beignets, vin, café - Prix 14€

S'inscrire auprès de Christian Lasserre au 05.58.89.36.02 ou 06.08.03.17.29 avant le samedi 1er mars. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

DIX ANS, CHARLIE AU CŒUR

Le premier qui dit, se trouve toujours sacrifié/ D'abord on le tue, puis on s'habitue. On lui coupe la langue, on le dit fou à lier/ Après sans problème, parle le deuxième...Le premier qui dit la vérité/ Il doit être exécuté/ Le premier qui dit la vérité/ Il doit être exécuté. ... Extrait de «La Vérité», chanson française écrite, composée et interprétée en 1967 par Guy Béart (né Guy Béhart Hasson au Caire, 1930-2015). Siné, Cabu et Wolinski sont des gens qui m'ont donné envie de faire ce métier, qui ont été des guides pour moi, puis Charb et Tignous étaient des amis, des gens d'un talent fou, je suis révolté. Comment une telle barbarie est-elle possible? Comment peut-on répondre à des dessins à des mots par des armes?" questionnait Philippe Geluck (Né le 07/05/54 à Bruxelles, auteur de bandes dessinées). Dix ans après le massacre du 7 janvier 2015 à Charlie-Hebdo, il aurait été utile de faire un bilan contradictoire des enjeux liés à la liberté de la presse et à la liberté en général, au respect des droits sociaux ou politiques, les droits des femmes. Les fondamentalismes religieux s'y attaquent. Différents systèmes politiques aussi. Mais de cela, il ne faut pas parler chez ceux qui se parent du drapeau de La République pour chaque jour mieux le brûler. Nos sociétés sont attaquées par le terrorisme, mais chaque jour, dans les pays musulmans, des musulmans eux-mêmes sont privés de droits, poursuivis, pourchassés, emprisonnés, les femmes abaissées, humiliées et enfermées. Il serait utile d'aider à répondre à la question de savoir qui a favorisé l'émergence d'un islamisme politique contre les mouvements de libération nationale. On peut se réjouir de la chute du dictateur Assad en Syrie, mais la lucidité commande de bien voir le jeu de forces extérieures au peuple Syrien, celui des États-Unis et de la Turquie. La jeunesse syrienne, les femmes syriennes ont besoin de nos engagements. D'autres aussi; en Afghanistan ou en Iran. Ceux qui aujourd'hui instrumentalisent les crimes terroristes contre nos amis de Charlie Hebdo au nom d'une «guerre des civilisations» divisent et fracturent dangereusement la société en excluant une part d'elle-même. Ce faisant, ils balafrent le troisième pilier de notre devise républicaine: la fraternité. Un mot qui s'accorde avec l'hospitalité. La laïcité ne peut servir à exclure. Elle est une liberté. Et les nouveaux dessinateurs d'un arc républicain n'utilisent leurs crayons à bois que pour délivrer arbitrairement des brevets de républicanisme excluant comme au 19e siècle toutes celles et ceux qui critiquent le système qui fracture ainsi le monde. Un système qui cultive les inégalités comme un projet. Un système qui ne reconnaît pas le droit au travail et à la rémunération pour chaque personne en âge de travailler, mais utilise l'armée de réserve du chômage, les bas salaires qu'il réussit à mettre en compétition avec les allocataires du RSA sous les rires approbateurs des dirigeants de la haute finance internationale. Pendant ce temps, les urnes se remplissent de bulletins d'extrême droite, mais le terrorisme islamique ne recule pas. Celui-ci est un projet politique, idéologique et religieux, qui vise les femmes, les Juifs, la culture, la création et la joie, les sciences et les apostats. Il n'a jamais libéré aucun travailleur de l'exploitation capitaliste. Il se développe en effet au sein même du capitalisme et, comme d'autres extrémismes religieux et l'extrême droite, il sert de roue de secours au capitalisme mondialisé. Il ne faut donc pas se cacher derrière le mot République pour faire perdurer le système. La république poussée jusqu'au bout, c'est une autre société post-capitaliste, un processus communiste au sens de Marx (Karl 1818-1883, penseur communiste) et Gramsci (Antonio 1891-1937 communiste italien). Qu'es un debat d'actualitat (C'est un débat d'actualité). ■

Roger La Mougne